

de l'industrie pour faire face à la demande croissante de marchandises au pays et sur les marchés d'exportation.

La politique négative et imprévoyante du gouvernement nous fait perdre des ventes qui devraient nous appartenir et qu'il sera peut-être difficile ou impossible de récupérer plus tard. Si notre pays doit soutenir la concurrence étrangère sur les marchés tant intérieurs qu'extérieurs, nous devons rendre nos prix de plus en plus concurrentiels. Des coûts moins élevés, on le sait, sont rendus possibles par les économies réalisées grâce à une production massive; ces économies ne sont donc possibles que grâce à une production accrue. Elles ne sauraient exister si l'industrie est forcée de réduire sa production comme le gouvernement actuel l'y oblige à l'heure actuelle.

Tous les députés admettront, je crois, que l'une des pressions inflationnistes les plus puissantes provient d'une faible productivité qui fait monter les coûts et, du même coup, les prix de vente. Pendant la période 1960 à 1964 inclusivement la productivité au Canada s'est accrue à un rythme annuel moyen de 2.9 p. 100. Mais, l'année dernière, les Canadiens en général apprenaient avec crainte que la productivité n'avait augmenté que de 2 p. 100, soit deux tiers du taux moyen annuel de l'augmentation au cours des cinq années antérieures. C'est une des principales raisons pour lesquelles l'indice des prix de gros au Canada s'est accru de 3.2 p. 100 l'an dernier par rapport à 1964, accusant une augmentation de 50 p. 100 par rapport à l'augmentation enregistrée aux États-Unis au cours de la période correspondante. Il est évident que des stimulants financiers s'imposent pour accroître la productivité de façon à ce que l'ensemble de l'indice des prix de gros accuse une hausse raisonnable au lieu du rythme excessif auquel nous assistons actuellement. J'ai peine à comprendre pourquoi, devant la baisse de productivité enregistrée l'an dernier, le gouvernement n'a pas encore instauré de stimulants pour accroître la productivité et permettre à nos produits de soutenir davantage la concurrence au pays et à l'étranger.

Il y a une autre raison pour laquelle le gouvernement actuel aurait dû recourir à des stimulants pour accroître la productivité, c'est que les prix élevés ralentissent le rythme annuel d'augmentation de notre commerce d'exportation. La campagne industrielle et commerciale instaurée par le gouvernement conservateur à la fin de 1960 a donné lieu en 1961, première année de sa mise en œuvre, à un accroissement d'exportations de 10 p. 100 par rapport à l'année précédente

et à notre première balance commerciale positive en neuf ans. (*Applaudissements*)

Depuis lors, nos exportations se sont accrues constamment d'année en année et nos ventes à l'étranger accusaient en 1964 une augmentation de 19 p. 100 sur celles de 1963. Néanmoins, l'an dernier nos exportations n'ont augmenté que de 4.6 p. 100 par rapport à 1964, soit un quart du rythme d'accroissement de l'année précédente. Le jeu de la concurrence a été défavorable aux produits canadiens à l'étranger, par suite de la hausse des prix, et notre chiffre de vente a ralenti en conséquence. Il est évident que des stimulants de nature à accroître la productivité s'imposent au plus tôt si l'on veut assurer un accroissement annuel satisfaisant de notre commerce d'exportation.

● (3.50 p.m.)

On se rend manifestement compte maintenant, je crois, que quatre conditions bien déterminées s'imposent pour maintenir notre économie florissante. Il faudra tout d'abord établir un programme de formation élargi et à exécution fortement accélérée à l'intention des travailleurs spécialisés dont ce pays a besoin pour assurer l'expansion normale de ses industries. En deuxième lieu, on devra prévoir un programme d'immigration qui attirera les travailleurs spécialisés que notre programme de formation ne pourra recruter. Troisièmement, il faudra voir à encourager l'augmentation de la productivité et, de ce fait, permettre aux entreprises canadiennes de soutenir la concurrence sur les marchés intérieurs et d'exportation. Enfin, j'exhorte le gouvernement à remplacer sa politique d'argent serré par une politique qui prévoira des prêts industriels à des taux raisonnables d'intérêt, ce qui permettra aux entreprises canadiennes de prendre une expansion proportionnée à la demande mondiale, et au pays de réaliser toutes ses possibilités économiques.

J'aimerais maintenant vous parler pendant quelques instants de la pénurie aiguë de prêts hypothécaires qui ralentit beaucoup la construction de maisons, surtout celles destinées à des gens à revenus modestes. Une des principales difficultés, c'est que le gouvernement fédéral n'a pas réussi à continuer à intéresser les compagnies d'assurance et de fiducie dans les prêts hypothécaires à long terme, à intérêt peu élevé, surtout lorsqu'il s'agit de maisons unifamiliales. La raison en a été en partie attribuable au fait que le gouvernement a majoré le taux d'intérêt. Lorsque les taux dépassèrent 6 p. 100, les banques, naturellement, ne furent plus autorisées à financer aux termes de la loi nationale sur l'habitation.